

REDEVANCE ASSAINISSEMENT AUTONOME.

Vu la loi sur l'eau et les milieux aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006,

Vu le décret n°84-469 du 3 Juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du CGCT ;

Vu les arrêtés du 6 Mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et celui fixant les modalités de contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif ;

Vu l'avis du Conseil d'État du 10 Avril 1996 relatif au statut de l'assainissement non collectif ;

Vu le décret du 13 Mars 2000 pris pour l'application des articles L.2224-7 et L.2224-12 du CGCT

Monsieur le Président rappelle au Conseil Communautaire les obligations qui incombent à la Communauté de Communes de part ses statuts, dans le cadre de la gestion de l'assainissement autonome introduites par la loi du 3 Janvier 1992 dite loi sur l'eau et ses divers décrets d'application.

Parmi ces obligations, existent celles relatives au contrôle des installations d'assainissement autonome institué par l'arrêté du 6 Mai 1996.

Monsieur le Président indique que selon un avis du Conseil d'Etat dans sa séance du 10/04/96, les actions dans le cadre de l'assainissement non collectif sont soumises aux dispositions législatives qui régissent les services d'assainissement.

Ces actions peuvent donner lieu à des redevances dues par les usagers du service. Le CGCT dans sa partie réglementaire, R 2224-19 crée par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007 et notamment :

L'Article, R.2224-19-5 stipule « la redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution et du bon fonctionnement... »

L'Article, R.2224-19-1 stipule «En cas de délégation du service d'assainissement, le tarif de la redevance peut comprendre, outre une part, fixée par la convention de délégation, revenant au délégataire au titre des charges du service qu'il assure, une part revenant à l'autorité délégante destinée à couvrir les dépenses qui demeurent à sa charge. »

Vu la délibération de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou du 24 Juin 2003 visée en Préfecture le 30 Juin 2003 instituant le montant de la redevance et approuvant le règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC),

Vu les délibérations de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou du 13 Octobre 2004, visée en Préfecture le 22 Octobre 2004 et celle du 8 Avril 2005 modifiant le règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC),

Vu les délibérations de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou du 1 décembre 2006 visée en Préfecture le 6 décembre 2006 et 21 juin 2010 visée en Préfecture le 9 Juillet 2010 modifiant le prix de la redevance d'assainissement Non Collectif,

Présentation de l'ensemble des redevances

→ Sur le neuf : Projet (Instruction): **65€**
Réalisation des travaux (Contrôle) : **65€**

→ Sur l'ancien :

- Diagnostic d'une installation existante dans le cadre d'une opération groupée : **56€**
- Diagnostic d'une installation existante réalisé individuellement dans le cadre d'une vente ou à la demande de la collectivité : **100€**
- Contrôle d'une installation ayant déjà fait l'objet d'un contrôle : contrôle périodique dans le cadre d'une opération groupée : **50€**
- Contrôle d'une installation ayant déjà fait l'objet d'un contrôle : contrôle périodique réalisé individuellement dans le cadre d'une vente ou à la demande de la collectivité : **70€**
- Contrôle de mise hors service : **60€**
Analyse du rejet dans le milieu récepteur sur les paramètres MES, DCO, DB05, à la demande de la collectivité : **70€**
- En cas de réhabilitation de l'existant suite à un diagnostic aucune redevance ne sera perçue.